

[Texte]

this would be a way of highlighting some of these concerns that have been made already.

Now, perhaps we can go beyond that. Perhaps it would be possible and desirable to make some basic recommendations to the first ministers. Perhaps it would not; you know, that is still not a debate that our committee has concluded by any means. I think there are some very valid reasons on both sides of the debate who are going to want to consider it seriously. At the present time personally I favour making some kind of an interim report, but it is still an open question in my mind. But if we were not able to make that kind of firm recommendation, would you feel that the basic press release setting out some of your concerns and simply asking the first ministers to take this seriously, would be at all useful, or would it be just kind of a futile gesture?

Chief Ahenakew: At the present moment the way things stand, that would be one hell of a lot better than nothing. We have nothing at the moment, so yes; the end of the answer is, yes.

Chief Sanderson: I just want to reinforce what Chief Ahenakew is saying. You people are leaders in your own right. I do not think you should hesitate to make some statements on some of the fundamental principles, so that you can signal to your own people that there is some real consideration being given to our issues and our concerns.

Right now everybody is sitting back waiting for Section 37. I do not know what they are waiting for, but everybody is so damn cautious that there is nobody making statements, and your own people, the non-Indians, do not know what it is you are intending to do.

So what we see happening is some politicians going out and generating support for, sort of, confrontation-type approaches to defining Indian rights, using special interest groups. The shining example of that is the Wild Life Federation with respect to the continuing rights to hunt, fish, trap and gather. But there is one hell of a confrontation-type atmosphere developed out there with the support of various elected leaders. So somewhere along the way, you people have to stand up and be counted, if you are sincere about what you are saying here. I have followed closely the work of the committee, and I think you are sincere. But we cannot signal your people. You have to signal your people—not just your own people, your constituents, but, also, your own first ministers.

Mr. Manly: You mentioned confrontation politics building up, and I think all members of the committee are aware of a kind of sub-surface kind of confrontation. Even such a reasonable request as a consent clause in the amending formula has some people who would reject that out of hand. I think we are all aware of the kind of sub-surface opposition to aboriginal rights in terms of hunting and fishing and food

[Traduction]

façon de souligner certains des secteurs d'inquiétude dont on a déjà fait état.

Cela dit, nous pourrions peut-être aller plus loin encore. Peut-être serait-il possible, voir souhaitable, de formuler aux premiers ministres quelques recommandations fondamentales. En fait, je n'en sais rien; comme vous le savez, notre Comité n'a pas encore, loin de là, conclu ses délibérations à ce sujet. De part et d'autre, les arguments à l'appui des deux thèses sont parfaitement valables. Toutefois, à l'heure actuelle, je serais personnellement enclin à l'idée d'un rapport provisoire, mais ici encore il faudrait en discuter. Quoi qu'il en soit, si nous ne sommes pas en mesure de formuler ces recommandations fondamentales dont je parlais, seriez-vous d'accord pour dire qu'un simple communiqué de presse soulignant certaines de vos préoccupations et se bornant à demander aux premiers ministres de les prendre en considération aurait une utilité ou s'agirait-il au contraire d'une initiative superflue?

Le chef Ahenakew: Pour l'instant, compte tenu de la situation, cela vaudrait mieux que rien. Pour l'instant, il n'y a rien, donc ma réponse est affirmative.

Le chef Sanderson: Pour venir corroborer ce que disait le chef Ahenakew, j'ajouterais ceci: Dans votre système, vous êtes des dirigeants et je ne pense pas que vous ayez intérêt à hésiter à dire quoi que ce soit à propos des principes fondamentaux, de sorte que vous pouvez fort bien dire à vos gens que nos problèmes et nos inquiétudes sont effectivement pris en considération.

A l'heure actuelle, tout le monde attend la conférence aux termes de l'article 37. Je ne sais pas ce qu'on attend au juste, mais tout le monde est tellement prudent que personne ne dit quoi que ce soit et, de votre côté, du côté des non Indiens, vous ne savez même pas ce que vous avez l'intention de faire.

Ce qui se passe donc, selon notre optique, c'est que certains hommes politiques font beaucoup de battage autour de l'idée d'une confrontation qui déboucherait sur une définition des droits indiens grâce à l'intervention de certains groupes d'intérêt. Un exemple absolument irréfutable est celui de la fédération de la faune et de la position qu'elle a adoptée en matière de droit de chasse, de pêche, de piégeage, et de cueillette. Il n'en reste pas moins que nous constatons pour l'instant un climat d'antagonisme très marqué qui a la bénédiction des divers dirigeants élus. Dès lors, il est certain qu'à un moment donné vous allez devoir, vous, prendre position, si du moins vous êtes sincères. Je suis de très près les délibérations du comité et j'ai l'impression en effet que vous êtes sincères. Mais ce n'est pas à nous à nous adresser à vos gens. C'est à vous à le faire, c'est à vous à parler devant vos gens, devant vos électeurs et également devant vos propres premiers ministres.

M. Manly: Vous avez parlé d'une politique d'antagonisme qui est petit à petit en train de s'établir, et je dirais que tous les membres du comité sont parfaitement conscients de l'existence d'un tel antagonisme à fleur de peau. Même certaines demandes très raisonnables comme l'insertion d'une clause d'assentiment dans la formule d'amendement se heurte à l'opposition catégorique de certains. Nous sommes tous je crois au courant